

B. au 8.  
- Burundi  
- crise oct. 93  
- analyse

## FAUT-IL LAISSER LE BURUNDI SE DESINTEGRER D'AVANTAGE?

Constat, Reflexion et Propositions. Par *Dr NDIKUMANA Th.*

Depuis un mois entier, les Burundais vivent un cauchemar que n'a connu aucun pays au monde.

### I. LES PREMIERES HEURES DE LA TRAGEDIE

Dans la funeste nuit du 20 Octobre 1993 un groupe de militaires attaque le Palais présidentiel et tue le président ! Dans la même folie, cinq proches collaborateurs du Chef de l'Etat sont assassinés. Dès les premières heures de la matinée pour certaines provinces, le lendemain pour d'autres, des arbres sont abattus au travers des voies de communication. Dans le même temps, des équipes de tueurs Hutu se mettent en place, armées de machettes, de gourdins, de lances et comme pour compléter l'arsenal de la mort, des bidons d'essence sortent des cases situées à 20 ou 30 Km de la pompe la plus proche!

La mise à mort des familles Tutsi commence : les ministres Burundais Minani (santé), Niyonkuru Shadrack (Transport) et Ngerdahayo J. Marie (Communications) rivalisent sur radio Kigali pour inciter les Hutu à la violence ethnique afin de venger "leur Président". Pauvre République du Burundi dont le premier Président élu n'a jamais été perçu par ses électeurs du parti Frodebu comme Président de la République, mais plutôt comme Président des Hutu! Il est vrai que jusqu'à sa mort, Ndadaye n'avait pas encore renoncé à sa qualité de Président du Frodebu, ce qui a contribué à entretenir un climat de méfiance politique, comme du temps de Buyoya, alors Président du parti Uprona.

Pire, des Hutu membres du parti Uprona ont été massacrés et leurs maisons brûlées. Ceci est à mon sens la preuve que les membres du Frodebu avaient bien intériorisé les mots d'ordre de la campagne : la mise au rancart du parti Uprona (et de ses membres). Pour eux, ce qui n'est pas Frodebu ne peut exister!

Cette tuerie généralisée appelle un certain nombre d'interrogations. A cet effet, appuyons-nous sur cette carte qui fut celle du Burundi que connaissent les Burundais, l'OUA et l'ONU. La grosse ligne rouge indique à mon sens la délimitation des massacres massifs au Burundi "Nouveau" daté du 10 juillet 1993, jour de l'investiture du Président Ndadaye. Nous avons essayé de reconnaître approximativement sur base d'informations diverses les communes où les massacres ont eu lieu. La partie de droite qui représente environ 2/3 du pays pourrait s'appeler la République de la Mort des Tutsi et des Hutu Upronistes, la partie de gauche (environ un tiers), la République du Sursis.



## II. LES FAITS TROUBLANTS

Des faits troublants interpellent tout observateur doué d'un minimum d'entendement:

i) Sachant que de Bukinanyana (N.O) à Giharo (S.E) il y a 150 Km, de Mubimbi (O) à Gisagara (E) il y a 143 Km, de Giteranyi (N.E) à Giharo (S.E) il y a 167 Km, et que malgré ces distances prohibitives à pied, le fait que les Hutu ont massacré les Tutsi et incendié leurs maisons de la même manière ne peut être le fruit ni du hasard, ni d'un sentiment de vengeance du Président assassiné. Les Ministres Minani et Niyonkuru, les chefs d'orchestre, ont animé une chorale qui avait bien appris sa composition : aucune erreur dans cette horreur de couper au niveau de l'oreille (inivo n'ugutwi !).

ii) Les revenus du paysan burundais Hutu ou Tutsi sont faibles, voire insignifiants. Il libère très difficilement des fonds pour se procurer un litre de pétrole lampant pour s'éclairer la nuit. Dès lors, comment peut-il investir dans l'achat de bidons en plastiques qui en général ne se vendent qu'à Bujumbura, ainsi que dans l'achat et le stockage d'essence au prix prohibitif? Rappelons qu'il faut marcher 20 - 30 Km pour trouver une pompe à essence ! Comment expliquer l'importation de containers de sifflets qui se sont évanouis sur les collines et ont réapparu au bruit de petits tambours de guerre pour rassembler des hordes de tueurs?

iii) La simultanéité dans l'abattage des arbres entre 10 heures du matin et 17 heures après la tournée des administrateurs communaux sur les collines n'avait rien de spontané. On peut relever notamment :

- la présence de Tronçonneuses dans certaines cases de la région de Gitega (le prix actuel à Bujumbura est de 500.000 FBu);

- le fait qu'un géologue belge ait fait observer que les arbres abattus sur l'axe Gitega étaient marqués à l'encre rouge;

- la présence de machettes neuves et de même marque sur au moins les 2/3 du Territoire, uniquement chez des hutu et non chez les Tutsi;

rappelons que pour cet aspect, l'interview d'un rapatrié bien habillé a fait ressortir à son époque il y a environ 6-7 mois que son seul souci n'était pas la houe mais bien "igipanga n'akabido" (une machette et un bidon qu'il n'avait pas encore reçus).

iv) Les rescapés de ma famille que nous avons été récupérer le 1er Novembre 1993 sur les Collines Kirika et Kibumbu (commune Mbuye) nous ont appris que des commandos de tueurs venaient des communes voisines et se joignaient aux comités locaux de mise à mort. Ceux-ci avaient des listes de gens à tuer et indiquaient le lieu.

De Kivoga à Kibumbu ( 7km), j'ai observé que par-ci par-là une ou plusieurs maisons restaient intactes au milieu d'autres incendiées à l'essence. Celles non incendiées portaient le même signe : des branchages d'eucalyptus verts accrochés sur la porte de la façade avant comme pour dire "c'est une maison d'un des nôtres, ne touchez pas !" C'est le même code qu'on retrouve à travers

tout le pays. Quelle bizarre coïncidence!  
Dans le monde entier, des Chefs d'Etat ont été assassinés : Kennedy, Ghandi, Sadate, mais leur mort n'a pas donné lieu à des exécutions massives.

Cet ensemble de faits apparemment divers défient toute logique tendant à exclure l'hypothèse d'un plan de purification ethnique.

v) - Durant trois semaines consécutives au 21 octobre 93, le gouvernement n'a jamais fait état de massacres de Tutsi et de Hutu de l'Uprona, mais animait une campagne de haine sans pareille contre l'armée burundaise, dite exclusivement tutsi, parce qu'elle s'efforçait, fort tardivement du reste, à arrêter le massacre de paysans Tutsi. Il en a fait un épouvantail pour réclamer une force internationale d'intervention. Durant ce temps, il s'est réfugié à l'ambassade de France, ensuite dans un hôtel appelé "Club des Vacances";

- L'appel à la cessation des tueries était fort timide et longuement précédé de diatribes contre les assassins du Président et l'armée;

- On observera aussi avec peine que le ministre des relations extérieures et de la coopération ne s'est jamais adressé aux missions diplomatiques en cette qualité, mais plutôt en qualité de président a.i. du Frodebu. Il en est de même des ministres Kabushemeye et Niyonkuru. Ce qui est une preuve de l'absence de cette élévation d'esprit qui caractérise un Mushingantahe, et au niveau national un Homme d'Etat.

vi) Au Burundi, la tradition veut qu'on inhume les morts le jour de leur décès ou le lendemain et le deuil suit. Aujourd'hui, nous assistons à l'utilisation scandaleuse de la dépouille mortelle du Président comme moyen de chantage politique pour obtenir la force de protection des dignitaires, tant réclamée sans raisons convaincantes pour tout le monde. Car il est illusoire de chercher à se protéger contre une partie du peuple qu'on dirige, à moins d'avouer clairement et en l'occurrence qu'on n'est pas dirigeant de tout les Burundi mais uniquement dirigeant des Bahutu.

vii) La première sortie sur le terrain du ministre-président Ntibantunganya à Gishubi n'a eu lieu que 35 jours après l'assassinat de Ndadaye. Elle nous aura montré un ministre jouant au présidentiable, gai, détendu et souriant, ce qui était rare chez lui. Il avait néanmoins oublié qu'on ne parle pas de corde dans la maison du pendu!

Observons aussi que l'apparition télévisée de Mme Laurence Ndadaye, nous a révélé une femme détendue, prononçant un discours plutôt conciliant mais malheureusement fort décalé dans le temps par rapport à l'évolution de la situation dramatique vécue par le pays depuis le 21 octobre. Son message était fort recommandable et apaisant à la fin d'octobre et pas de novembre 93.

De ces constats - interrogations, il ressort les considérations suivantes.

- Les centres d'accueil des déplacés intérieurs tels Muramvya et Mbuye comportant 8/10 de femmes et d'enfants. En effet, les tueurs exterminaient préférentiellement les gens de sexe masculin. Ceci porte le nom de *GENOCIDE*. Dès lors, quelle méthode utilisera-t-on pour réinstaller les veuves et les orphelins dans des propriétés sans maison, et à côté de ceux-là qui ont tué les leurs?

- Pour pacifier les communes où les massacres ont eu lieu, il faudra sillonner 80 communes (69,5% du territoire). Mais pour bien faire, il faudra visiter les 115 communes. Les ministres Frodebu seront-ils en mesure de mener une telle tâche? en effet, la sagesse Kirundi dit "Uwaroze ni we arogora" (celui qui a mis le feu aux poudres est mieux indiqué pour éteindre l'incendie).

- Si les putschistes n'ont pas pris le pouvoir, leur objectif était plutôt de créer le chaos et non pas de diriger le pays.

Dès lors que le gouvernement refuse de prendre en mains les affaires du pays; que les parlementaires du Frodebu, sur invitation à une réunion par le président de leur parti boycottent l'Assemblée Nationale en pratiquant la politique de la chaise vide et refusent de rencontrer les partis d'opposition pour trouver une solution durable à la crise actuelle, est-il possible de reconstruire le pays, de combler le vide politique actuel et d'éviter la désintégration de la nation grâce à des hommes manifestement peu à la hauteur des lourdes responsabilités du moment?

- Un pays où des ministres ont incité la population à la haine et à la violence ethnique; où la moitié des gouverneurs et où les 8/10 des administrateurs communaux ont trempé dans les massacres, ce pays pourra-t-il se remettre de ces blessures profondes avec de pareils dirigeants aux commandes?

Vu cet ensemble d'interrogations, le refus du gouvernement à gouverner et à chercher des solutions durables ne peut que contribuer à accélérer la désintégration de ce pays que des élites et des politiciens fort égoïstes ont maintenu dans un état d'ébriété durant 30 ans.

### III. LES VOIES DE SOLUTIONS POSSIBLES

Quelles sont les voies de solutions possibles?

-La première condition sine qua non pour que des solutions soient trouvées est que le Frodebu cesse d'exclure les partis d'opposition et la société civile dans la gestion de la crise actuelle. En effet, s'appuyer sur le peuple qui a élu alors que ce même peuple est trompé et

manipulé à volonté pour assouvir les instincts les plus primaires des politiciens égoïstes et des militants très bornés, frustrés et à courte vue résulte d'une malhonnêteté et d'une tricherie sans pareille : ce n'est pas le nombre qui dirige un pays; on gouverne avec des hommes et des femmes qui ont des idées et un sens élevé de l'Etat. Si non, puisque la masse meuble suffirait pour légitimer le pouvoir, à quoi sert l'école qui nous a formés au plus haut niveau et à grand frais?

Ceci va d'ailleurs dans le droit fil de la compréhension africaine en général et Burundaise en particulier de la notion des Droits de l'homme, de la Démocratie. Des gens qui ont tué impunément pendant des semaines, continuent à tuer malgré les quelques appels timides à la cessation des violences, comment peut-on dès lors leur reconnaître des droits civiques à élire des dirigeants au niveau communal et national ? Ce serait légitimer l'antinomie, l'anti-démocratie, instituer le racisme en mode de vie ou de gouvernement, et sacrifier les Droits de l'homme à l'autel du nazisme et du néant. Pouvons-nous nous permettre une telle faillite de l'Etat Burundais, quand bien même la faillite de l'Etat Frodebu tient à nous y précipiter?

Il faut que les forces du Bien, qui sont nombreuses au Burundi et dans le monde entier, puissent s'affirmer et ramener la Paix, la Concorde et le Développement.

-La deuxième condition me semble être la sortie du gouvernement de ce ghetto qu'est le Club des Vacances.

En effet, le fait de vivre avec rien que des gens de son lobby politique, leur femmes et leurs enfants, du matin au soir, pendant des semaines, est générateur d'une plus grande médiocrité politique. En Kirundi on dit "Akanyoni kataguritse nti kamenya iyo bweze"; ou bien, "Umutwe umwe ntiwigira inama".

De même, un politicien qui se soucie guère de l'opinion de personnes ou de groupes qui pensent autrement que lui ne peut s'améliorer. Pour une gestion saine de la société, il est plutôt mal avisé d'évoluer en vase clos.

La troisième condition me semble la cessation de la censure et du terrorisme de parti unique.

Dès le début des massacres, un black out complet a été imposé à la radio-télévision nationale. Le moindre communiqué devait revêtir l'aval du Ministre Ngendahayo J. Marie.

Des hommes du métier tels Muhozi, un jeune journaliste à l'analyse redoutable, Ntamikevyo un vieux routier du métier, se sont vus interdits d'accès à la radio-télévision nationale pour le simple crime d'avoir montré et commenté les images d'horreur prises à Banga et à l'hôpital de Kirundo. Ce sont les dernières qu'on nous montrera durant ce événement. C'est là un comportement typique de parti unique.

Le correspondant de RFI, Jean Hélène, s'est vu ramené à l'ordre par le même ministre pour

avoir commenté l'horreur de Gitega et de Gishu bi.

La question est simple : des Tutsi et Hutu Upronistes massacrés ou du gouvernement, à qui profite le silence sur ces événements?

#### IV. LES MESURES A PRENDRE D'URGENCE

Ces conditions étant posées , plaçons-nous dans l'hypothèse de la conservation de la démocratie à l'occidentale.

1°) Pour que le pays espère se relever, le Frodebu doit démettre tous les ministres qui ont incité les populations à la violence; il en va de même de certains gouverneurs et de la plupart des administrateurs communaux.

2°) Le Frodebu doit accepter de diriger avec des gens de bonne volonté et compétents sélectionnés tant au sein des partis d'opposition que de la Société Civile. Le pays a été meurtri par le "déluge". Le Frodebu, par sa très mauvaise gestion de la crise, a perdu sa légitimité à diriger seul le pays. Une importante partie de la population, qui compte et influe sur la vie nationale, ne saurait faire confiance après la catastrophe actuelle à des gens dont le grand mérite est d'avoir été élus par des paysans analphabètes, manipulés et dopés par une campagne tribaliste.

3°) Tous ceux qui sont à l'origine de l'assassinat du Chef de l'Etat, tous les responsables du génocide Tutsi au Burundi ainsi que les organisateurs des vengeances aveugles dans cette tragédie, doivent être traduits devant une Cour spéciale. Il en va de même pour ceux qui se sont rendus coupables de haute trahison durant cette période la plus sombre de l'histoire tragique Burundaise.

4°) Permettre à la population de se remettre au travail productif, spécialement la production vivrière. Pour ce faire, le pays a besoin d'un gouvernement très fort ; qui se donne les moyens nécessaires pour y parvenir.

5°) Les samedi seraient consacrés à la construction, dans des lieux judicieusement identifiés, de maisons d'accueil des personnes déplacées dont les maisons ont été incendiées. En vue de faire participer tout le monde, le gouvernement doit mettre tout le monde au travail sous peine de contraintes diverses. De la sorte, la majorité politique en charge de l'Etat deviendrait comptable de la gestion effective du Pays.

6°) Chercher des mécanismes d'une politique globale reposant sur le respect mutuel des individus et les droits de l'Homme, en montrant le bien-fondé pour pouvoir aspirer à une certaine démocratie.

A cet effet, le suffrage universel qui donne la même importance à un cadre et à un paysan analphabète, pour élire le Chef de l'Etat et les Députés, confère, dans le cas de pays arriérés et sous développés comme le Burundi, le droit aux dirigeants d'opprimer légalement les minorités. L'application du suffrage universel, qui n'est guère pratiquée dans le pays-phare de la démocratie, les USA, doit être rediscutée et corrigée par des mécanismes qui garantissent les droits fondamentaux du citoyen.

Le respect des Droits de l'Homme étant le fonds qui manque le plus au Burundi, seuls des naïfs ou des simples d'esprit peuvent faire confiance à des élus au suffrage universel.

7°) Suspendre les partis politiques pour une période à déterminer après concertation avec toutes les forces politiques et sociales du pays. Il est en effet opportun de se donner le temps d'établir des bilans et de réfléchir sur l'opportunité de poursuivre une telle expérience.

8°) Etudier la question des réfugiés au niveau de toute la Sous-Région.

## V. CONCLUSION

Les considérations ci-dessus nous amènent à affirmer que la "démocratie" importée d'Occident n'est guère le mode de gouvernement adapté à nos réalités politiques et sociologiques. Il est tout à fait impossible de réussir ce modèle sans un minimum d'aisance matérielle et d'instruction largement partagée par tout le peuple.

Sans un début de réussite d'une politique visant à accroître la production agricole et la production de richesses par le dynamisme des petites et moyennes entreprises, sans une politique d'éducation qui diffuse un certain niveau de formation à la plupart des fils et filles du pays et forme des techniciens chargés d'encadrer et promouvoir la production des biens et services, la démocratie ne restera qu'un vernis, un mode de désignation des dirigeants toujours plus égoïstes, plus manipulateurs des analphabètes, plus antipatriotiques.

Le temps n'est plus au discours sur l'Unité. Le temps est aux actes concrets prouvant une cohabitation en bonne intelligence entre les composantes du pays. Et la désintégration de la Nation burundaise peut être évitée dans l'intérêt de tout le monde à la condition que chacun s'engage à ne pas persévérer dans la bêtise, la haine, la destruction de la vie humaine.

Bujumbura, le 30 Novembre 1993.

\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_